

2018  
**ANALYSE**  
N°2

CULTURE ET SOCIÉTÉ / PROBLÈME CRITIQUE

## QU'EST-CE QUE LE DIGITAL LABOUR ? EXPLOITATIONS ET ALIÉNATIONS EN SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE

Depuis les micro-tâches de Mechanical Turk jusqu'à la monétisation des vidéos sur Youtube, en passant par le marché du Big Data, un nouveau type de travail précaire semble être né des évolutions numériques et du « web collaboratif ». Différents courants d'analyses tendent à en montrer les logiques et les enjeux : c'est ce que désignent les termes «digital labour», qui recouvrent à la fois ce nouveau type de labeur et les courants d'analyse qui se consacrent à sa mise en valeur. Que les technologies numériques induisent un renouvellement du paradigme capitaliste doit nous conduire à en interroger les conséquences : quelles sont aujourd'hui les figures du travail et des exploitations et aliénations qui le caractérisent ? Comment comprendre le sens du capitalisme numérique ? Quelle pertinence y a-t-il à parler d'un labeur digital ? Telles sont les questions soulevées par cette analyse qui poursuit la réflexion critique menée par l'ARC autour des vulnérabilités induites par les nouvelles figures du capitalisme.

---

NICOLAS **MARION**



## INTRODUCTION

---

La digitalisation des sociétés contemporaines est la source d'un nombre important de questionnements quant aux impacts qu'elle génère sur nos pratiques politiques, économiques, sociales et culturelles. Depuis le développement massif de l'internet, et en particulier du dit « web collaboratif », une multitude de nouvelles modalités économiques et de types de travail voit le jour, sans qu'on soit toujours en mesure d'en définir les contours précis, ni les conséquences impliquées. Néanmoins, un ensemble de travaux indiquent aujourd'hui que, parallèlement à divers faits de sociétés, un nouveau type de travail précaire est né de ces évolutions, et que les effets du réseau globalisé sur l'économie n'ont pas manqué de créer de nouveaux rapports de classe au sein de l'espace numérique, dont le concept de *digital labour* (« travail numérique ») offre une première armature d'analyse pour notre développement, afin de relever une problématique enchevêtrée à ce dernier, qui concerne les concepts d'exploitation et d'aliénation par le travail.

Le « labeur numérique » s'ancre effectivement dans un ensemble de pratiques productives, dont la valorisation présente une forme

relativement inédite. Essentiellement liées à des *plateformes collaboratives* en ligne, ces pratiques financiarisables vont du micro-service rendu aux plateformes à la production de contenus amateurs valorisables par ces dernières. De manière générale, ce *digital labour* repose sur une exploitation des ressources des utilisateurs (compétences, temps d'attention, données personnelles, images et créations, etc.) contre des rétributions financières souvent très faibles à l'unité, mais dont l'itération et la promotion peuvent conduire à des gains plus importants. Que nous pensions à la « monétisation » des vidéos sur *Youtube* (Google), reposant sur la transformation des productions des utilisateurs en supports publicitaires générant un revenu relatif à la quantification de leur visibilité, ou à la plateforme *Mechanical Turk* (Amazon), qui rémunère la réalisation de micro-tâches de travail immatériel concentré sur l'analyse ou la production d'informations, la logique économique repose dans les deux cas sur la relative opacité du processus de valorisation du travail fourni. Ce modèle a donc cette double singularité inédite : un transfert significatif des charges sur les usagers-consommateurs et « un fort degré d'exploitation mais un niveau d'aliénation faible et supportable »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> MATTHEWS, J.T., « Passé, présent et potentiel des plateformes collaboratives. Réflexions sur la production culturelle et les dispositifs d'intermédiation numérique », dans *Les enjeux de l'information et de la communication*, 2015 | 1 (n°16/1), p.59.

Profondément inscrites dans le renouvellement libéral des modalités de l'entrepreneuriat observable au cours des dernières années (ubérisation, auto-entreprise, mini-jobs, économies du partage, etc.), les différentes formes du *digital labour* contribuent à façonner un idéal du salariat *self-made* dont le brouillage des balises et limites traditionnelles du travail rend leur appréhension difficile. Ce brouillage tend à masquer, d'une part, l'extrême précarité de ce type de salariat et, d'autre part, l'uniformisation économique des pratiques humaines par la destruction apparente de la différence entre consommateur et producteur.

On peut alors demander, avec Matthews, « l'aliénation serait-elle précisément atténuée par l'absence relative de conscience du processus de valorisation auquel contribue l'utilisateur »<sup>2</sup> ? Quand une aliénation est effective, il est de fait fréquent que soit mis en place un ensemble de dispositifs (idéologiques, culturels, sociaux) qui en masquent les effets. Il ne s'agit pas de personnes employées par le secteur du numérique, mais bien de la médiation des interactions quotidiennes par les technologies numériques connec-

tées que l'on peut appréhender comme un travail globalisé, permanent, dont la logique échappe à la majorité pour se concentrer dans l'oligopole.<sup>3</sup> des piliers de l'internet, oligopole dont les plateformes « se trouvent objectivement en position de force vis-à-vis des usagers individuels »<sup>4</sup>. Ce que les analyses du *digital labour* indiquent aujourd'hui, c'est qu'aux anciennes formes d'exploitation se substituent de nouvelles modalités, mieux déguisées, de l'exploitation d'un prolétariat de « l'usine numérique ». Et si cette nouvelle forme d'exploitation des forces productives humaines pouvait être sauvée par l'argument du « libre-choix » des utilisateurs, il semble plutôt qu'elle recouvre et exacerbe les inégalités usuelles de la domination capitaliste. C'est du moins ce que nous voudrions évaluer par cette analyse.

Cette nouvelle économie présente donc des ambivalences dont le champ d'étude est encore largement inexploité. En particulier, l'essentiel de ces opportunités économiques concerne des personnes précarisées socio-économiquement, dont la faiblesse des revenus pourrait être compensée

---

<sup>2</sup> MATTHEWS, J.T., « Passé, présent et potentiel des plateformes collaboratives. Réflexions sur la production culturelle et les dispositifs d'intermédiation numérique », dans *Les enjeux de l'information et de la communication*, 2015 | 1 (n°16/1), p.59.

<sup>3</sup> Désigne un marché où très peu de vendeurs font face à une grande multitude d'acheteurs. En l'occurrence, les GAFAM (*Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft*) et quelques autres opérateurs (*Twitter*, notamment) forment cette oligopole

<sup>4</sup> *Ibid.*, p.60.

par ces indemnisations du travail numérique.<sup>5</sup> Aux promesses d'une société collaborative reposant sur le *digital labour* où chacun deviendrait un authentique agent de l'économie connectée, il convient d'opposer le travail d'une évaluation critique et d'une praxis qui permet aux citoyens de choisir un *numérique* qui leur convient, non oligarchique et adapté à leurs libertés fondamentales. Tel sera le second objet de notre analyse : relever les ambivalences du paradigme du *digital labour* afin d'évaluer comment le développement de nouvelles stratégies économiques peut être approprié par nos publics dans la perspective d'une transformation émancipatoire de la société numérique.

## QU'EST-CE QUE LE DIGITAL LABOUR ?

---

Le concept de *digital labour* désigne des réalités différentes. Il s'agit d'abord d'un type de travail particulier, un *labeur* digital ayant ses propres lois de fonctionnement et ses spécificités socio-économiques. Mais il désigne également un paradigme analytique, un domaine de recherche spécifique qui porte sur les mutations du capi-

talisme et de ses rapports de production à l'ère du numérique. En ce sens, c'est un signifiant qui désigne à la fois une activité et une théorie, sans qu'on puisse pleinement assurer que l'une soit bien le reflet de l'autre, et inversement. Dans l'idée de donner un portrait complet des enjeux qu'un tel concept soulève, nous allons l'envisager suivant ces deux approches : comme travail d'abord, et comme paradigme ensuite. Nous tenterons enfin de voir pourquoi, dans un cas comme dans l'autre, il faut l'envisager comme une perturbation des cadres habituels de la société productive et de la société numérique, en particulier dans son aspect « chronopolitique » (en tant qu'elle intègre, politiquement, la distribution du temps humain, brouillant la distinction entre travail et loisir) et comme nouvelle forme d'exploitation capitaliste.

### LABEUR DIGITAL : CONSOMMER, C'EST PRODUIRE

L'évolution technologique, intrinsèquement, est toujours un élément déterminant dans les modifications du travail humain, et le mode d'existence des objets techniques témoigne d'une relation importante entre l'intermédiation technique et nos capacités à transformer le

---

<sup>5</sup> Ces mêmes personnes sont le public direct des associations d'éducation permanente, spécifiquement quand ces dernières luttent pour l'intégration numérique des citoyens. L'intérêt d'une analyse du *digital labour* dans ce cadre tient justement au fait que les promesses de revenus d'un nouveau type sont susceptibles d'atteindre ce *public populaire* avec une force qu'elle n'aurait pas si une critique fondée des logiques d'exploitation qui y sont actives était acquise. Plus fondamentalement, les dispositifs mis en place par l'État belge pour la formation au numérique se concentrent énormément sur l'augmentation de l'*employabilité* des personnes exclues du numérique. Voir : <http://digitalbelgium.be/fr/5-priorites/competences-et-emplois-numeriques/>

monde. Plus profondément, et suivant une intuition du philosophe Gilbert Simondon, l'essence de la notion de progrès envisagée du point de vue technique est non pas seulement la transformation du monde, mais bien la transformation de l'Homme lui-même :

*La résonance interne du système d'ensemble homme-technique ne sera pas assurée tant que l'Homme ne sera pas connu par la technique, pour devenir homogène à l'objet technique. Le seuil de non-décentration, donc de non-aliénation, ne sera franchi que si l'Homme intervient dans l'activité technique au double titre d'opérateur et d'objet de l'opération. Dans l'état actuel du développement des techniques, l'Homme intervient avant tout comme opérateur ; certes, il est aussi consommateur, mais après que l'objet technique a été produit [...].*<sup>6</sup>

Ces propos de Simondon datent de 1959, bien avant l'occurrence d'une société numérique à échelle contemporaine. En revanche, cette vision – très technophile – de l'évolution du système Homme-technique présageait d'une évolution dont le concept de digital labour semble aujourd'hui confirmer l'intuition : celle d'un travail technique qui repose sur l'idée que la « consommation » du service fourni est, en même temps, une production valorisable. A la lettre, le digital labour est un travail où l'on est à la fois opérateur technique et objet de l'opération technique.

On peut, en effet, comprendre le labeur digital au sens large comme l'ensemble des activités accomplies en ligne « qui génèrent de la valeur pour des entreprises promptes à en tirer parti »<sup>7</sup>. Cela peut aller d'opérations extrêmement triviales, comme l'utilisation de réseaux sociaux ou de moteurs de recherche, à des opérations plus spécifiques, comme la production de contenu culturels sur des plateformes de partage, l'élaboration de logiciels libres ou la réalisation de micro-services rémunérés (comme sur la plateforme d'Amazon Mechanical Turk). Si toutes ces activités sont dépendantes du système technique qu'est le web collaboratif, elles entretiennent des rapports très différents à la fois à la notion de travail et à l'aspect financier : parfois rémunérées, parfois gratuites, parfois perçues comme du travail, parfois vendues comme du loisir, elles se nourrissent de cette indétermination relative de la notion. Elles sont en revanche toujours génératrices de valeurs exploitables de plusieurs façons. On pourrait alors définir le digital labour comme un ensemble d'activités économiques appuyées et fondées sur l'internet et qui placent les utilisateurs au centre même de la création de valeur : c'est le paradigme d'un travail opéré en ligne par une multitude de consommateurs devenus – consciemment et inconsciemment – producteurs.

<sup>6</sup> SIMONDON, G., « Les limites du progrès humain », dans *Cahiers Philosophiques*, n°42 (mars 1990), p.11.

<sup>7</sup> BROCA, S., « Les deux critiques du capitalisme numérique », 2015. <hal-01137521>, p.2.

Pour en indiquer une nature plus précise, il s'agit d'une forme dérivée du schéma traditionnel du travail productif : des plateformes fournissent des services (pouvoir partager photos, vidéos, articles, faire des jeux, répondre à des tests, faire des opérations de calcul ou d'identification, mettre ses compétences et talents à disposition, proposer des services, vendre son corps via un service webcam...) que l'utilisateur « consomme », mais cette consommation est en même temps productrice des divers éléments valorisables et exploitables par les entreprises qui disposent de ces mêmes plateformes (les contributions des utilisateurs, les données qu'ils fournissent, le travail qu'ils offrent pour améliorer les services, leur temps d'attention disponible pour la publicité...) : sans les contributions de ces consommateurs, ces plateformes n'auraient, par elles-mêmes, aucune valeur. Comme le dit Svetlana Dimitrova à la suite de Cardon & Casilli, avec le digital labour, « le découpage précis du travail n'est plus en vigueur. Le consommateur travaille. Nous assistons à un bouleversement de la symétrie entre production et consommation »<sup>8</sup>.

Ce brouillage est de même nature que les ambivalences couvertes par

l'expression web collaboratif, dont on ne cesse, aujourd'hui, de relever l'importance. D'abord, au niveau sociétal étendu, les vertus sociales et économiques du collaboratif sont constamment vantées : depuis les success-stories répétées, en France, des Blablacar, Airbnb, Uber et KissKissbankbank, le grand soutien à l'économie collaborative des startups<sup>9</sup> et des plateformes collaboratives, jusque dans la mutation du vocabulaire managérial et économique, la promotion du rôle joué par la collaboration des utilisateurs et bénéficiaires des services n'a jamais été aussi importante. C'est ce que rappelle Sébastien Broca, en rapprochant cet effet de mode des stratégies du nouvel esprit du capitalisme :

*Ces changements ont eu une traduction claire dans la littérature économique et managériale. L'ouverture, la collaboration et le partage de l'information en sont devenus au cours des années 2000 les maîtres mots. La liste des expressions visant à décrire et à rendre désirables les nouveaux business models de l'économie numérique est impressionnante : intelligence collective, Web 2.0, innovation ouverte, crowdsourcing, sagesse des foules, wikinomie, peer to peer economy, économie collaborative, économie du partage...<sup>10</sup>*

Mais dans le cadre restreint du la-beur digital, ces modèles prennent

<sup>8</sup> DIMITROVA, S., « Dominique Cardon, Antonio Casilli, Qu'est-ce que le digital labor ? », dans *Questions de communication* [En ligne], 30 | 2016, p.408.

<sup>9</sup> On pourra se référer, à ce propos, aux priorités définies par le ministre de l'agenda digital en Belgique (Alexander De Croo), où startups et plateformes collaboratives en ligne ont une place déterminante. Voir : <http://digitalbelgium.be/fr/5-priorites/economie-numerique/>

<sup>10</sup> BROCA, S., loc.cit., p.6.

encore un sens particulier : il s'agit certes de décrire comment les contributions des utilisateurs en ligne génèrent de la valeur mais surtout, par-delà la vulgate libérale, combien une part importante de cette « collaboration » s'exerce à l'insu d'une partie des collaborateurs, en particulier des fameux consommateurs-producteurs qui cimentent cette économie. Cette problématique est au cœur même de notre question : il existe une béance importante entre ce que les usagers-producteurs du digital labour (les créateurs de vidéos sur YouTube, les contributeurs de Mechanical Turk, les utilisateurs des réseaux sociaux, les contributeurs à Flickr, Instagram, etc.) conçoivent comme leur apport d'une part, et la valorisation effective de cet apport par les entreprises qui possèdent les plateformes et outils rendant possibles ces différents apports d'autre part. C'est par cette béance même que la valorisation peut avoir lieu. Mais cet aspect dépasse la considération d'un type particulier de travail et rejoint l'aspect théorique du digital labour, dont le terme lui-même est une indication : on parle bien, ici, d'un labeur, masquant un certain nombre d'exploitations et de nombreuses aliénations propres à cette

modernité numérique.

## LE DIGITAL LABOUR : UN CAPITALISME NUMÉRIQUE

---

L'analyse de la société telle qu'on l'observe depuis le début du millénaire fait de plus en plus difficilement l'économie d'une considération des rapports entretenus entre le capitalisme dans ses orientations et les nouvelles technologies numériques, si bien qu'il devient parfaitement légitime d'envisager l'histoire contemporaine sous l'angle du *capitalisme numérique*.<sup>11</sup> comme paradigme. Il peut se résumer sous la formule de Sébastien Broca, dont l'analyse fut déterminante pour notre propos :

*J'entends par « capitalisme numérique » l'ensemble des formes d'accumulation du capital dans lesquelles les technologies numériques jouent un rôle central, ainsi que les discours qui soutiennent et légitiment la croissance de cette sphère d'accumulation. [...]»<sup>12</sup>*

Les modalités de construction historique de ce capitalisme singulier sont extrêmement importantes pour saisir dans leur complexité un ensemble d'enjeux sociaux et politiques qui occupent, aujourd'hui, notre actualité. L'intérêt réside, no-

---

<sup>11</sup> Voir la déclaration de l'économiste Christian Chavagneux dans sa chronique du 01/07/2015 : « Avec le numérique, notre capitalisme contemporain est en train de vivre l'une de ses transformations historiques majeures. Une véritable révolution, de celles qui bousculent le monde d'avant, bâtissent les nouvelles richesses et laissent les perdants sur le carreau. ». CHAVAGNEUX, C., « Le capitalisme numérique réinvente le XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Alternatives économiques*, n°348, juillet 2015 [En ligne]. Url : <https://www.alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/capitalisme-numerique-reinvente-xixe-siecle/00009604>

<sup>12</sup> BROCA, S., art.cit., p.2 (note 3).

tamment, dans la mise en lumière de mécanismes fondamentaux du capitalisme à travers le prisme des technologies numériques : d'une part, l'intégration progressive des critiques du capitalisme aux puissances du capitalisme lui-même (au sens de Boltanski et Chiapello<sup>13</sup>) et, d'autre part, le perpétuel déplacement des frontières de l'exploitation de la force de travail (ou, en d'autres termes, la génération perpétuelle du prolétariat). Nous pouvons considérer de cette historicité deux éléments, fondamentaux à nos yeux : l'intégration capitaliste des critiques issues de la culture libre numérique (a) et la réémergence discrète du thème de la lutte des classes dans la société numérique (en particulier autour des notions d'aliénation et d'exploitation) (b).

### A. LA CRITIQUE DU RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ INFORMATIONNELLE

Paradoxalement, à l'origine de l'omniprésente économie collaborative s'inscrit une vaste démarche critique de la propriétérisation des biens informationnels par l'exploitation *des droits de propriété intellectuelle* (DPI) : une critique, donc, de ce qu'on a pu appeler le paradigme du « capitalisme informationnel ». Elle fut menée, dès les années 1980, sur de nombreux fronts (semences, molécules, produits culturels, etc.),

et a notamment connu une importance élevée sur celui des *logiciels* et de l'information numérique : via l'approche « culture et logiciels libres » d'abord, mais aussi via le mouvement *open source* ensuite.

Au modèle d'exploitation des très lucratives valeurs informationnelles (où, par la propriété exclusive d'un bien informationnel, comme un logiciel, un album musical ou une formule pharmacologique, les entreprises étaient en mesure de vendre, via les DPI, toute copie dudit bien à un prix infiniment supérieur au coût de sa reproduction), a vite été opposé un modèle plus ouvert où l'information n'est plus l'objet d'une propriété privée exclusive, mais est un bien commun appartenant à la communauté publique et qui serait enrichi par ses partages<sup>14</sup>. Suivant ce modèle alternatif, toute information est en droit exploitable, modifiable, améliorable et librement partageable : l'exemple des logiciels libres en illustre le point. Notre hypothèse, en accord avec celle de Sébastien Broca, est que le *capitalisme numérique* est, en réalité, l'évolution du capitalisme informationnel en tant qu'il a intégré les critiques et la puissance de ces modèles alternatifs.

En effet, à cette critique des « li-

<sup>13</sup> Sur cette problématique, voir l'ouvrage de référence BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, È., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

<sup>14</sup> Voir la déclaration de Richard Stallman dans sa conférence au KTH en suède, en 1986 (en ligne sur <https://www.gnu.org/philosophy/stallman-kth.fr.html>) : « L'idée de posséder l'information est nocive à trois niveaux différents. Matériellement nocive à trois niveaux différents. Et à chaque type de nocivité matérielle correspond une nocivité morale. ».

bristes » s'est vite joint un mouvement plus libéral, l'*open source*, qui – sur base des modèles de la culture libre – a créé « une nouvelle rhétorique pour favoriser l'adoption des logiciels libres par les entreprises et susciter l'émergence de modèles économiques innovants », remplaçant ainsi la radicalité de la première critique par « un discours se voulant pragmatique, insistant sur les réussites technologiques et la rentabilité économiques d'un mode de production logicielle fondé sur l'utilisation de licences non-proprétaires et l'implication d'un maximum d'utilisateurs/contributeurs »<sup>15</sup>. Ce tournant est indispensable à la compréhension de l'importance économique croissante du modèle collaboratif : dans ce modèle, la monétisation ne passe plus par la propriété et la marchandisation de l'information, mais bien par l'exploitation des contributions des consommateurs au système général de l'information. La valeur n'est alors plus tellement dépendante de la capacité à vendre cher un produit aux consommateurs (augmenter la valeur de vente des productions), mais bien de diminuer, par l'exploitation de la communauté active, les coûts des *inputs*, en particulier le coût du travail nécessaire à la production de l'information (et donc de la valeur). Les entreprises de services numériques ont très vite fondé le modèle de leur commerce sur ce double aspect : renforcer la

collaboration du consommateur à la production des valeurs exploitables (en en faisant un producteur direct) et vendre, comme une marchandise, cette communauté/audience elle-même aux annonceurs (par profil de données, par quantité d'audience, et par augmentation de l'implication du public dans les biens vendus). L'économie collaborative est donc le produit de cette évolution où, en dehors des cadres normatifs traditionnels de la production que sont le travail salarié et le capital immobilisé, les distinctions existantes entre consommateur et producteur, temps libre et temps de travail, propriété privée et bien commun se brouillent dans un écosystème hybride où le travail est permanent, généralisé. Dans une telle situation, l'habituelle classe du prolétariat connaît un élargissement très sensible, puisqu'elle devient, en puissance, tous les consommateurs.

## B. LE NOUVEAU PROLÉTARIAT: ALIÉNATION ET EXPLOITATION À L'ÈRE 2.0

Dans un article intitulé « Class and exploitation on the Internet » (2013), Christian Fuchs avançait une thèse forte sur ces nouvelles logiques du capitalisme, en les abordant à partir des catégories critiques de Marx :

*[N]ous soutenons que les chercheurs qui suggèrent que l'internet d'aujourd'hui est participatif véhiculent une idéologie qui célèbre simplement*

---

<sup>15</sup> BROCA, S., *art.cit.*, p.4.

*le capitalisme sans tenir compte de la façon dont les intérêts capitalistes dominent et façonnent l'internet. Le Web 2.0 n'est pas un système participatif, et il serait mieux compris en termes de classe, d'exploitation et de plus-value.*<sup>16</sup>

Cette approche est d'emblée perceptible dans l'expression « *digital labour* » qui, par elle-même, suggère une dimension pénible et *exigée* du travail digital. Mais, justement, quel concept se faire d'une *exploitation* qui s'applique à des individus contribuant « librement » à leur labeur, sans par ailleurs en percevoir de contrepartie salariale, ou si peu ?

Du point de vue de l'économie politique (marxiste, essentiellement), on tend à définir le prolétariat comme l'ensemble des individus qui, ne possédant ni capital ni moyens de productions, doit – pour assurer sa survie et l'assouvissement de ses besoins – vendre sa force de travail contre un salaire. Il se fait que cette distinction s'altère en partie dans la société numérique, sous l'influence de nouveaux modèles de production, d'exploitation et de valorisation qui dépendent, nous l'avons vu, des technologies digitales. Nous n'allons pas ici détailler techniquement ces modèles de valorisation<sup>17</sup> particuliers dont nous avons donné les éléments essentiels dans notre point précédent. En revanche, nous

aimerions envisager ce qui autorise les critiques à parler d'exploitation et d'aliénation lorsqu'ils qualifient ces phénomènes de la société numérique. Spécifiquement, il nous semble que le recouvrement des concepts de consommation et de production est une piste importante pour relever un effet pernicieux de l'économie numérique de fait, et de l'économie collaborative en général.

D'abord, la distinction entre la classe capitaliste et le prolétariat par la propriété des moyens de productions change de visage dans le *digital labour*, sans pour autant disparaître. Les entreprises qui dominent cette économie digitale (en majorité issues des GAFAM) s'inscrivent presque toutes dans une fonction d'*intermédiation* entre les utilisateurs-producteurs et l'espace où ces productions prennent sens et valeur (le web) : ce service est souvent « gratuit » et les productions qui y sont déposées ne dépendent de ni n'appartiennent à la plateforme intermédiaire comme telle. On pourrait alors penser que l'aliénation que représente la déposssession des moyens de production tend à disparaître, mais il faut bien entendu nuancer ce propos. Comme le remarque Jacob T. Matthews, ce qui change, c'est le *moment* où la production de valeur s'opère dans la chaîne de produc-

<sup>16</sup> FUCHS, C., « Class and exploitation on the Internet », dans *Digital labor. The internet as playground and factory*, ed. Trebor Scholz, Routledge, New-York, p.215. (Notre traduction).

<sup>17</sup> L'article précité (voir note 15) de Fuchs, de même que l'article de Matthews (voir note 1) explicitent ces aspects en détail. On pourra aussi se reporter à l'ouvrage CARDON, D., CASILLI, A., *Qu'est-ce que le Digital Labor ?*, Paris, INA, 2015.

tion : dans la majorité des cas, celui-ci est inconscient et caché pour l'utilisateur-producteur, ce qui occulte le fait – en droit comme en fait – que ce qui produit de la valeur dépend de lui mais lui échappe comme tel.

*[L]a majorité accède aux biens et services avec l'illusion d'un usage « gratuit » et sans avoir conscience de la fonction qu'ils occupent dans les chaînes complexes de valorisation que les plateformes web permettent de tisser. Et quel que soit par ailleurs leur niveau de conscience, il n'en demeure que les usagers collaborateurs se trouvent objectivement en position de faiblesse vis-à-vis d'acteurs qui, de par leur appropriation des moyens de production et de communication, déterminent les stratégies de valorisation auxquelles concourent les premiers.<sup>18</sup>*

On pense vite au régime des usines où le travailleur intervient dans la chaîne de production, sans jamais percevoir l'intégralité du processus, ni la façon dont son travail est valorisé (quelle est la plus-value ? Quel gain permet mon travail ? Qu'en perçois-je ?). En revanche, le travail réalisé n'a pas du tout la même pénibilité, ni le même rythme : si l'aliénation demeure au niveau de la chaîne productive, elle n'est plus celle d'une destruction du quotidien par l'épuisement de la force de travail. Produire une vidéo et la partager, faire des recherches en ligne, reconnaître des images, traduire des extraits de texte sont des acti-

ités que l'on peut accomplir durant des temps de détente, chez soi, en mangeant, en discutant, sans la domination patronale ni l'obligation de rentabilité. Mais il se pourrait bien que l'altération de l'aliénation dont nous parlons produise un système où l'exploitation du temps et du rythme vécu des personnes se soit généralisé, en se masquant d'autant mieux qu'elle n'en a plus le visage traditionnel (ni celui du labeur agricole, ni du labeur d'usine, ni du labeur bureaucratique).

Partons de la base : nous parlons ici d'un travail qui ne vient pas remplacer les formes traditionnelles du salariat, mais qui – au contraire – s'y ajoute, souvent dans le temps libre des individus. L'usage des plateformes et services du web peut être assimilée, parfois à juste titre, comme un loisir. La répartition du loisir est et a toujours été un enjeu déterminant pour la sociologie<sup>19</sup>, car elle conditionne un certain nombre de distinctions sociales et intervient, depuis l'école jusqu'à la retraite, dans la discipline et le contrôle des populations. Plus particulièrement, la consommation (dont on sait l'importance qu'elle a dans un système tel que l'économie de marché capitaliste) tend à se confondre avec le temps du loisir ou le temps libre des travailleurs : elle y occupe une place centrale, elle-même déterminante pour la circulation et la fructification

<sup>18</sup> MATTHEWS, J.T., *loc.cit.*, p.62..

<sup>19</sup> Voir, par exemple, les développements sur la *skholè* dans BOURDIEU, P., *Méditations pascaliennes*, Paris, Le Seuil, 1997.

du capital (sans temps libre ouvert à la consommation, le marché perd le temps qui lui est nécessaire à l'écoulement des marchandises). A la suite du philosophe Jean Baudrillard, Manola Antonioli explique combien

*la qualité et quantité du temps libre deviennent ainsi la marque distinctive d'un individu, d'une catégorie socio- professionnelle. Selon Baudrillard, la mythologie contemporaine du « temps libre » et des « loisirs » est fondée sur le désir illusoire de « restituer au temps sa valeur d'usage » pour le « remplir » d'une liberté individuelle prétendument retrouvée en dehors des contraintes de la production et du travail. Mais ce temps libéré [...] doit être d'emblée investi et réinvesti (comme une forme de capital parmi d'autres) dans des activités de consommation (voyages, tourisme, activités culturelles et « éducatives », activités sportives) qui font du loisir le lieu d'un drame, de contradictions insolubles [...].<sup>20</sup>*

Le panorama de *digital labour* que nous dressons a, suivant cette perspective, bien de quoi nous inquiéter tant il indique qu'à la séparation traditionnelle du travail et du temps libre se substitue un modèle du travail permanent, omniprésent, indépassable : la production est un travail, le travail ouvre à la consommation, la consommation est une production, et donc un travail qui

permet de consommer à nouveau, *ad nauseam*.

Le système du capitalisme numérique, s'il permet une infinité de choses nouvelles, ouvre notamment cette puissance d'aliénation perpétuelle de l'activité humaine. Nous tendons indéniablement vers l'hyperconnectivité<sup>21</sup> et la quantité d'activités réalisées par ce biais est, en Occident, de plus en plus grande : si le temps passé sur les plateformes du web peut être assimilée à un travail, et que l'on y ajoute le travail salarié (parfois, ces deux catégories de travail se recourent), on peut raisonnablement dire qu'à l'ère du capitalisme numérique, le travail est – en un sens – absolu. C'est

*l'omniprésence du travail comme paradigme de toute activité humaine [...] qui envahit la vie de chacun, même (et désormais surtout) sous la forme du loisir. Le travail envahit toute la vie [...] comme forme de répression fondamentale, occupation permanente. Mais dans cette mobilisation générale qui en appelle aujourd'hui de plus en plus au nomadisme et à la mobilité plus ou moins imposés, les gens sont paradoxalement [...] « fixés » (à l'école, à l'usine, au bureau, à la plage ou à la montagne, devant les écrans de télé ou d'ordinateur, dans le dialogue-monologue incessant avec leur téléphone portable, dans les agences du Pôle emploi)<sup>22</sup>.*

<sup>20</sup> ANTONIOLI, M., « Le stade esthétique de la production/consommation et la révolution du temps choisi », dans *Multitudes*, n°69 (hiver 2017), p.109.

<sup>21</sup> Le temps connecté, par individu et par jour, est aujourd'hui très important si l'on additionne l'utilisation des smartphones, des ordinateurs et des télévisions connectées<sup>21</sup>, sans parler du développement des *Smart Cities* et de l'internet des objets qui reposent sur la *connexion permanente* de notre environnement vital.

<sup>22</sup> ANTONIOLI, M., *art.cit.*, p.110.

Cette extension indéfinie du temps laborieux est du moins l'une des hypothèses (les plus radicales) du *digital labour* comme domaine de recherche et d'analyse de la société numérique. Elle fait l'économie du débat (pourtant pertinent) de la légitimité de l'appellation « travail » pour ces activités nouvelles que le digital nous présente. Une approche complexe du « travail » demanderait qu'on s'en donne un concept plus étendu que celui de « contribution à la chaîne de production et de valorisation », notamment par les liens existant entre le travail et les désirs, les projets et idéologies, les habitus et les rôles sociaux, etc. Comme le dit Broca, « la question de savoir si toutes les contributions génératrices de valeur doivent être considérées comme du «travail» prête toutefois à débat, dans la mesure où nombre de ceux qui s'y adonnent estiment qu'il s'agit d'un temps de loisir »<sup>23</sup>. Dans un contexte comme le nôtre, il est bien sûr indispensable de mesurer les critiques formulées au discours de ceux qui vivent et subissent les effets de la digitalisation, sans avoir à produire à leur place le diagnostic qui convient ; risque qui, par ailleurs, revient souvent dans la sociologie critique : celui de trop s'éloigner du discours et du vécu des acteurs eux-mêmes.

S'il y a donc des réserves critiques à émettre par rapport à une lec-

ture trop unilatéralement marxiste du *digital labour*, cette dernière a toutefois le grand mérite d'indiquer que l'exploitation n'est pas un concept révolu, et que la révolution numérique intervient largement dans l'établissement de nouvelles aliénations : à la fracture numérique s'ajoute donc l'emprise d'un modèle économique aux impacts potentiellement délétères sur les populations. Cette critique du *digital labour* fait donc droit au fait de l'exploitation, que les premiers activistes du web que sont les « libristes » n'avaient pas véritablement considéré : « le retour d'une critique marxiste du capitalisme numérique s'explique ainsi à la fois par l'exacerbation des logiques prédatrices de l'économie du Web et par l'orientation libérale de la première critique portant sur la propriétérisation de l'information »<sup>24</sup>. Ce nouveau prolétariat, en plus d'être l'objet de logiques d'exploitation, expose – après analyse – un fait sociétal grave qui pourrait se généraliser à travers le paradigme du collaboratif et de l'*uberisation* : puisque son travail est hors des cadres traditionnels du salariat, il est aussi hors des mécanismes et des structures de défense et de protection des travailleurs.

*A cet égard, dans la droite lignée des mutations « néo-libérales » du capitalisme, le Web collaboratif opère bien un transfert de coûts vers « des personnes qui n'[ont] pas la capacité de*

<sup>23</sup> BROCA, S., art.cit., p.10.

<sup>24</sup> BROCA, S., art.cit., p.11.

*proposer ou de réaliser leur propre vision de l'ordre social ». Dépourvus de toute forme de représentation permettant d'envisager une action collective, les usagers du Web se trouvent dans une situation comparable à celle des salariés les moins organisés.<sup>25</sup>*

Ce dernier fait est d'une importance capitale : la formation au numérique et à ses enjeux, qu'on la pense en cadre scolaire, ou dans le contexte associatif, ne peut absolument pas faire l'impasse sur cet aspect du numérique. En particulier, elle doit veiller à relever sous quelle forme ces dangers réels du capitalisme numérique sont présentés, vendus et soutenus comme des libérations, des révolutions économiques salvatrices par celles et ceux à qui ces exploitations profitent réellement..

## CONCLUSION

Nous avons vu que la société numérique est aussi un terrain où les concepts d'exploitation et d'aliénation acquièrent des nouvelles extensions jusqu'ici peu envisagées par la population elle-même. Si de plus en plus de critiques émergent des milieux académiques et des différents activistes ayant le numérique pour objet, il n'est pas aussi évident d'en dire autant pour les principaux concernés : les citoyens, les consommateurs - producteurs 2.0 qui sont l'objet direct de ces processus. Le succès du système dont nous avons tenté une approche repose en grande partie sur cette

*ignorance* des enjeux qui, pourtant, s'y dessinent. Nous avons tenté de montrer que ces évolutions sociétales sont partiellement liées à l'intégration des critiques issues de la culture numérique libre dans le système du capitalisme numérique. L'intégration et la représentation des problématiques portées par ces militants du logiciel libre ont fait leur chemin et les initiatives qui visent à en défendre les principes, à en faciliter l'acquisition et la maîtrise se multiplient de plus en plus : cette vitalité témoigne d'une conscience de plus en plus aigüe de certains risques charriés par la numérisation/digitalisation de la société, et elle ne peut qu'être saluée à ce titre. En revanche, la question du *labeur digital* et des exploitations qui lui sont intrinsèques ne fait pas encore l'objet d'une conscientisation partagée par le grand public, *a fortiori* moins encore pour le « public populaire » avec lequel travaille l'éducation permanente. Il en va de même pour l'économie collaborative, dont les aspects négatifs ne sont pas encore suffisamment connus. Nous rejoignons, en ce sens, pleinement les propos de Matthews : « les représentations récurrentes et positivement connotées du « collaboratif » occultent des processus spécifiques d'exploitation que l'analyse doit mettre en lumière. Ces représentations peuvent être déconstruites et contrées *a minima* par la proposition de nouveaux droits sociaux,

<sup>25</sup> MATTHEWS, J.T., *art.cit.*, p.62.

sur le modèle des pouvoirs d'intervention acquis par les travailleurs au sein d'entreprises, au milieu du siècle dernier »<sup>26</sup>. Ce programme social et culturel est pleinement pertinent au sein des dispositifs de formation et d'initiation au numérique, qui pourraient contribuer à l'élaboration de ces droits sociaux numériques en travaillant directement avec les populations concernées. La présente analyse entend déjà y concourir en contribuant aux nécessités d'analyse critique de ce nouveau cadre socioculturel.

Ces démarches nous apparaissent d'autant plus urgentes que le renforcement du capitalisme numérique s'accompagne d'un grand travail idéologique censé en faire accepter les présupposés : toute une novlangue et un ensemble de valeurs concourent à rendre plus tolérables des faits qui – nous l'avons vu – ne le sont pas de façon si évidente. Les valeurs d'ouverture, de partage et de collaboration sont aujourd'hui les maîtres-mots de la participation à la société : elles s'inscrivent dans une perspective de culture de soi et de bien-être qui les rend presque incritiquables et fait passer le *collaboratif* comme un pur donnant-donnant émancipateur pour tout le monde. Ceux qui opposent des critiques à ces modèles pour la non-rétribution du travail qu'ils exploitent se verront

vite répondre que l'attention reçue des autres, la notoriété auprès des amis, la création d'un réseau élargi, le « service rendu » à la communauté, la « visibilité » et l'exposition sont des rétributions au moins aussi importantes que l'argent. La nouvelle culture managériale dont *Uber* ou *Mechanical Turk* sont des exemples connus, s'adresse « aussi aux contributeurs à l'extérieur de l'entreprise.

Ce ne sont plus alors des gains financiers qui sont promis mais des possibilités d'épanouissement personnel »<sup>27</sup>. Cette opération qui consiste à vendre un modèle par un autre (ici vendre le *digital labour* par un modèle d'épanouissement personnel 2.0) est une stratégie classique des logiques managériales propres au capitalisme contemporain. Le « public populaire » est aussi, de ce point de vue, au centre des paradoxes générés par le capitalisme numérique : entre l'être idéal et intégré que vendent les entreprises et certains politiques (par le mythe de la personne accomplie, auto-entrepreneur·e investi·e dans un travail « épanouissant » et « créatif », pleinement au fait des puissances que lui fournissent les outils digitaux et l'hyperconnectivité, etc.) et la réalité sociale précaire à laquelle se mesure le quotidien, il y a bien une béance difficilement surmontable.

*Ainsi, les principes d'une existence*

<sup>26</sup> MATTHEWS, J.T., art.cit., p.62.

<sup>27</sup> BROCA, S., art.cit., p.7.

*esthétique (idéal d'une vie faite de loisirs, de sensations nouvelles, de divertissements) entrent systématiquement en conflit avec une réalité économique et sociale dans laquelle chacun est soumis à des impératifs de santé, d'efficacité, de mobilité, de vitesse et de performance, habités par des inquiétudes concernant le devenir de la planète et d'une économie chaotique, insouciante des problématiques écologies comme de la misère sociale [...].<sup>28</sup>*

Les alternatives portées par le peuple, les associations et les collectifs activistes nous semblent devoir investir ce champ d'investigation

culturel qui, conscient des dangers d'une telle mise en scène du bonheur forcé et univoque, pourrait alors gagner une fonction critique - aujourd'hui plus que jamais nécessaire : lutter contre l'euphémisation systémique des aliénations et exploitations charriées par le capitalisme dominant.

NICOLAS **MARION**

Chargé de recherches à l'ARC asbl

---

<sup>28</sup> ANTONIOLI, M., *art.cit.*, p.112.



# 2018 ANALYSE

L'ARC – Action et Recherche Culturelles asbl – s'est donné pour mission de contribuer à la lutte contre les inégalités et d'oeuvrer à la promotion et à la défense des droits culturels.

À travers notre travail d'éducation permanente, nous entendons participer à la construction d'une société plus humaine, démocratique, solidaire et conviviale. Offrir à notre public les outils de son émancipation, permettre à chacun de gagner en autonomie et en esprit critique, inviter tout un chacun à prendre une part active à la société sont autant de défis que nous tentons, avec d'autres, de relever.

Ce travail passe par des projets et animations développés sur le terrain, mais aussi par des publications qui proposent une analyse des enjeux, une sensibilisation à certains facteurs d'exclusion, un encouragement à l'engagement citoyen, des clés de compréhension.

---

Vous souhaitez contribuer à nos débats et enrichir nos réflexions ?

Contactez-nous par mail : [recherche@arc-culture.be](mailto:recherche@arc-culture.be)



Editeur responsable : Jean-Michel DEFAWE | ARC asbl - rue de l'Association 20 à 1000 Bruxelles

Toutes nos analyses sont disponibles en ligne sur [www.arc-culture.be/analyses](http://www.arc-culture.be/analyses)



